Le Conseil,

Vu le rapport du 28 novembre 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

L'article L 35-8 du code de la santé publique dispose que "tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans les égouts publics doit être **préalablement autorisé** par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel. L'autorisation fixe, suivant la nature du réseau à emprunter ou des traitements mis en oeuvre, les caractéristiques que doivent présenter ces eaux usées pour être reçues.

Cette autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement aux dépenses de premier établissement, d'entretien et d'exploitation entraînées par la réception de ces eaux.

Cette participation s'ajoute à la perception des sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L 34, L 35, L 35-3 et L 35-4..."

Par délibération en date du 26 octobre 1992, le conseil de communauté adoptait la réglementation relative au rejet à l'égout des eaux provenant des établissements industriels, commerciaux ou artisanaux.

Cette réglementation a permis à la Communauté urbaine, ces dernières années, de traiter de manière satisfaisante avec les usagers industriels. Quelque 410 conventions, valant autorisation de rejet, ont pu être signées.

Il convient maintenant de mettre ladite réglementation en cohérence avec la loi sur l'eau et, en particulier, avec le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ainsi qu'avec les arrêtés du 22 décembre 1994 qui en complètent les dispositions concernant les aspects techniques et la surveillance des ouvrages.

Ainsi, la réglementation proposée prévoirait de nouvelles normes qualitatives et quantitatives de rejet adaptées selon la station d'épuration qui recevra les effluents.

D'autres évolutions concernent les modalités d'autocontrôle de ces rejets par les industriels ou encore l'intégration, dans les conventions, d'un volet concernant la gestion des eaux pluviales.

Par ailleurs, cette nouvelle réglementation et les conventions types d'application sont adaptées à la capacité résiduelle des stations d'épuration de la Communauté urbaine. Elles permettraient une gestion équilibrée du traitement des eaux usées en fonction de leur provenance, tout en préservant le bon état de fonctionnement des ouvrages de transit, de collecte et de traitement.

Il importe de prendre sur l'ensemble du territoire de la communauté urbaine de Lyon toutes dispositions utiles en vue :

- d'éviter la pollution du milieu récepteur,
- de protéger le fonctionnement des stations d'épuration des eaux usées,
- de protéger les égouts, canalisations et installations annexes, d'éviter leur obstruction ou leur dégradation,
- d'éviter tout accident aux personnes appelées à travailler dans les égouts dans les stations d'épuration et sur les installations annexes ;

B - Propose d'approuver la nouvelle réglementation ci-dessous ainsi que les conventions types proposées pour son application ;

Vu le présent dossier ;

Vu les articles L 34, L 35, L 35-3, L 35-4 et L 35-8 du code de la santé publique ;

Vu la délibération du précédent conseil en date du 26 octobre 1992 ;

Vu le décret en date du 3 juin 1994 ;

Vu les arrêtés du 22 décembre 1994 ;

Ouï l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement et finances et programmation ;

DELIBERE

Approuve la nouvelle réglementation ci-dessous ainsi que les conventions types proposées pour son application.

Conformément aux dispositions :

- de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- du code général des collectivités territoriales ;
- de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et ses textes d'application ;
- de la loi n° 92-03 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses textes d'application ;
- de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- du décret n° 66-450 du 20 juin 1966 concernant la protection contre les rayonnements ionisants, modifié par le décret n° 88-521 du 18 avril 1988 ;
- de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;
- des circulaires ministérielles des 6 juin 1953, 14 juin 1994 et 8 février 1995 relatives aux installations classées ;
- de la circulaire ministérielle du 27 janvier 1978 relative à l'articulation du règlement sanitaire départemental et de la réglementation des installations classées ;
- de l'arrêté du président du conseil de communauté en date du 1er juin 1988 relatif au règlement d'assainissement ;

Article 1er - Champ d'application

La présente réglementation fixe les conditions de raccordement au réseau public d'assainissement des eaux usées qui résultent d'une activité industrielle, artisanale ou commerciale.

Article 2 - Définitions

Eaux usées domestiques : les eaux usées domestiques sont les eaux produites essentiellement par le métabolisme humain (eaux vannes) et les activités ménagères (eaux ménagères). Les stations d'épuration communautaires sont conçues pour traiter ces eaux.

Eaux usées industrielles : les eaux usées industrielles, au sens de la présente réglementation, sont celles qui résultent d'un processus industriel.

Les eaux pluviales souillées et les eaux d'extinction d'incendie pourront être considérées comme des eaux usées industrielles.

Les eaux usées issues d'une restauration collective sont des eaux industrielles.

Eaux de refroidissement : les eaux de refroidissement sont les eaux utilisées à de seules fins thermiques, leur rejet au réseau d'assainissement est interdit.

Article 3 - Réseau d'assainissement et stations d'épuration

Les critères d'admissibilité des eaux usées issues d'établissements industriels, artisanaux ou commerciaux doivent tenir compte des possibilités techniques de transport en réseau et de traitement de chacune des stations d'épuration.

Les stations d'épuration de la Communauté Urbaine de Lyon sont classées en trois catégories :

- 1° - les stations d'épuration de faible capacité, inférieure à 10 000 équivalents habitants,
- 2° - les stations d'épuration de moyenne capacité, comprise entre 10 000 et 100 000 équivalents habitants,
- 3° - les stations d'épuration de grande capacité, supérieure à 100 000 équivalents habitants.

Article 4 - Convention de déversement

L'acceptation dans le réseau communautaire d'eaux usées industrielles est subordonnée à l'établissement d'une "convention de déversement". Cette convention, qui vaut autorisation de rejet, précisera les conditions et la durée d'acceptation qui ne pourra excéder cinq ans.

La convention précisera en outre les conditions de l'autosurveillance des rejets.

Les éléments suivants devront être fournis lors d'une demande de convention :

- 1° - un plan signé et daté, en double exemplaire, mentionnant l'emplacement de l'établissement par rapport aux égouts publics, le tracé de la ou des canalisations de rejet des eaux industrielles et la position du ou des regards prévus sur la voie publique ;
- 2° - un plan signé et daté, en double exemplaire, donnant l'emplacement des ouvrages de traitement, les coupes des canalisations et des regards de branchement avec indication des pentes, diamètres intérieurs et toutes dimensions utiles ;
- 3° - une note indiquant la nature et l'origine des eaux usées industrielles à évacuer et l'indication des moyens envisagés pour leur épuration éventuelle avant déversement à l'égout public ;
- 4° - une campagne de mesures réalisée sur ces eaux par un organisme autorisé, sur des échantillons moyens représentatifs de 48 heures minimum d'activité.

Cette campagne portera principalement sur les éléments suivants :

- mesure et enregistrement en continu du débit, du pH, de la température, de la conductivité,
- mesure des MEST, de l'azote Kjeldhal, du phosphore total,
- mesure de la DBO₅ et de la DCO sur eau brute, sur eau décantée deux heures, sur eau filtrée,
- mesure de tous les éléments caractéristiques de l'activité et sans que cette liste soit limitative : métaux, hydrocarbures, graisses, solvants chlorés...,
- mesure de la toxicité.

Tous ces résultats seront exprimés en concentrations et en flux journaliers.

Dans le cas d'un projet d'implantation, une convention provisoire sera établie à partir d'une étude prévisionnelle des rejets.

La durée de cette autorisation de rejet provisoire prendra en compte :

- les délais administratifs jusqu'à obtention de l'autorisation d'exploitation,
- les délais de construction et de mise en service de l'outil de production,
- trois mois au moins de fonctionnement effectif.

A l'issue de cette durée, la convention définitive pourra être établie.

Article 5 - Caractéristiques des effluents admissibles

L'effluent industriel devra notamment répondre aux prescriptions suivantes :

1° - l'effluent doit contenir ou véhiculer une pollution compatible avec un traitement en station d'épuration de type urbain. Il devra répondre aux quatre critères suivants :

a) - traitabilité : $\frac{DCO}{DBO_5} < 3$ (DBO₅ et DCO mesurées sur eau brute)

b) - concentrations en DBO₅ et en DCO sur eau brute acceptables dans la station concernée (sous réserve de dispositions réglementaires spécifiques) :

faible capacité	DBO ₅ < 250 mg/l	DCO < 750 mg/l
moyenne capacité	DBO ₅ < 400 mg/l	DCO < 1 200 mg/l
grande capacité	DBO ₅ < 800 mg/l	DCO < 2 000 mg/l

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs fixées par la présente réglementation.

c) - le flux rejeté devra être compatible avec le flux acceptable à la station d'épuration,

d) - l'effluent ne doit pas contenir de composés toxiques ou inhibiteurs de l'épuration biologique ;

2° - le pH de l'effluent sera compris entre 5,5 et 8,5 ;

3° - l'effluent sera rejeté à une température inférieure ou égale à 30°C ;

4° - l'effluent ne devra pas contenir de solvants organiques, chlorés ou non, de composés cycliques hydroxylés et dérivés ;

5° - l'effluent sera débarrassé des matières en suspension, décantables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages, de provoquer l'obstruction des canalisations et de nuire à la sécurité du personnel.

L'effluent ne devra pas contenir de substance de nature à favoriser la manifestation de colorations ou d'odeurs.

Il est formellement interdit de déverser à l'égout public toute substance, solide, liquide ou gazeuse, inflammable ou susceptible de dégager, au contact des eaux d'égouts, des gaz inflammables ou nocifs ainsi que toute substance de nature à compromettre la sécurité des personnes amenées à travailler sur le système d'assainissement ou de nuire à la bonne conservation de ce système.

L'effluent ne renfermera pas de substances susceptibles d'entraîner la destruction de la faune et de la flore en aval des points de déversements dans le milieu récepteur ;

6° - l'effluent ne devra pas présenter une concentration en radioéléments dépassant celle prescrite par le décret n° 66-450 du 20 juin 1966 concernant la protection contre les rayonnements ionisants.

Article 6 - Construction du branchement sur domaine public

La construction d'un branchement pour l'évacuation à l'égout public d'eaux usées industrielles est subordonnée à la signature de la convention ou de la convention provisoire visée à l'article 4 de la présente réglementation. Le branchement sera réalisé conformément aux textes en vigueur.

L'utilisation d'un branchement existant pour une nouvelle installation est soumise aux mêmes obligations.

Article 7 - Installation privative

Ouvrage de pré-épuration

Les eaux industrielles peuvent nécessiter une pré-épuration, afin de répondre aux prescriptions de la présente réglementation (article 5), de la convention de déversement visée à l'article 4 et d'une manière générale à la réglementation en vigueur.

L'ouvrage de pré-épuration correspondant devra être installé en domaine privé. Il ne devra recevoir que les eaux usées industrielles.

Regard de contrôle

Sur le parcours du branchement, il devra être établi, dans le domaine privé et en limite du domaine public, un regard siphonoïde tel que défini dans le cahier des ouvrages communautaires.

Ce regard est exclusivement destiné à permettre le contrôle de la qualité des effluents. Il doit être en permanence libre d'accès depuis le domaine public au personnel communautaire chargé d'effectuer ces contrôles. Il ne doit en aucun cas être considéré comme un ouvrage de pré-épuration.

L'entretien du regard de contrôle et, en particulier, son nettoyage est à la charge de l'établissement industriel.

Article 8 - Entretien des ouvrages de pré-épuration

Le dispositif de pré-épuration des eaux devra être fréquemment visité, toujours entretenu en bon état de fonctionnement et notamment débarrassé, aussi souvent qu'il sera nécessaire, des boues, des liquides inflammables et des différents produits retenus. Il devra être muni de regards permettant facilement la récupération des produits retenus et la vérification des liquides se déversant à l'égout.

L'établissement devra justifier du traitement de ses déchets en fournissant une fois par an à la direction de l'eau les copies des factures, des bordereaux d'enlèvement et de destruction de tous les déchets liés à son activité.

Article 9 - Entretien du branchement

Les travaux d'entretien ou de réparation des raccordements à l'égout public des eaux industrielles seront exécutés dans les conditions prévues par la réglementation communautaire.

La réparation des dommages qui pourraient être causés même par négligence aux ouvrages publics, y compris l'égout, du fait du déversement à l'égout des eaux industrielles, sera à la charge exclusive de l'établissement industriel responsable.

Article 10 - Redevances et taxes

Conformément aux dispositions générales et notamment au code de la santé publique, le bénéficiaire de l'autorisation de rejet reste financièrement redevable des frais de branchement, taxes et redevances applicables dans le cadre d'un raccordement au réseau public d'assainissement.

Article 11 - Suivi et contrôle des rejets

Outre les contrôles effectués par les agents de la direction de l'eau, l'établissement devra fournir une fois par an les résultats des campagnes d'autosurveillance définies par la convention.

En cas de contravention aux prescriptions de la présente réglementation, l'autorisation prévue par l'article 4 sera retirée et la communication avec l'égout sera aussitôt supprimée, sans préjudice de tous recours de droit.

Article 12 - Application

La présente réglementation abroge tous textes communautaires précédents relatifs au rejet à l'égout des eaux provenant des établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, à compter de sa date de dépôt en préfecture et de sa publication.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,